



LE COURRIER
L'essentiel, autrement.

FORUM SOCIAL MONDIAL

TUNIS, DU 26 AU 30 MARS 2013

DOSSIER 1^{ÈRE} PARTIE

DE PORTO ALEGRE À TUNIS... Le chemin de la construction altermondialiste



Femmes du Maghreb au Forum Social Mondial, Dakar, Sénégal, 2011. PHOTO: S. FERRARI

LE FORUM SOCIAL MONDIAL, UN DÉFI POUR TOUTES ET TOUS

Adeline Aubry et Sergio Ferrari

Fin mars (du 26 au 30), la capitale tunisienne accueillera une nouvelle édition du Forum Social Mondial (FSM), la toute première dans le Maghreb, la troisième en Afrique.

Depuis sa naissance en 2001 à Porto Alegre (Brésil), suite à l'initiative d'organisations brésiliennes et européennes, le FSM a connu une intense activité. Huit éditions ont eu lieu en 12 ans : cinq au Brésil (2001, 2002, 2003, 2005, 2009), une en Inde (2004), une au Kenya (2007) et la dernière au Sénégal (2011). Cela sans compter les nombreux forums locaux, régionaux, nationaux ou thématiques.

Grâce au FSM, la société civile, au Sud comme au Nord, dispose aujourd'hui d'un important capital : les réseaux et campagnes internationales sont renforcés, les mouvements sociaux sont plus actifs, les ONG plus engagées et prêtes à assumer leurs responsabilités face aux problèmes globaux. Certaines idées et propositions du FSM sont également parvenues à fran-

chir le seuil des institutions internationales. De grandes mobilisations mondiales – notamment celle contre la guerre en Irak – ont émergé sous l'influence et comme suites du Forum.

Toutefois, les défis à relever pour tous les acteurs sociaux et pour le Forum lui-même en tant qu'espace ouvert, horizontal et démocratique, sont gigantesques. Le premier étant de concevoir et de formuler une ou plusieurs alternatives face à la crise actuelle du système, une crise profonde et appelée à durer. Deux conceptions cohabitent principalement au sein du FSM : l'une consistant à rechercher des alternatives dans le système lui-même, l'autre visant à trouver des alternatives radicales au système. Un débat idéologique ouvert !

La Suisse a été représentée à chacun des Forums depuis celui de Porto Alegre en 2001. Huit délégations – co-organisées par E-CHANGER et depuis 2004 avec Alliance Sud – ont permis à des dizaines de parlementaires et de personnalités

politiques, à des centaines de syndicalistes et membres d'ONG, ainsi qu'à bon nombre de journalistes, d'appréhender de l'intérieur cet espace de débat large, divers et contradictoire qu'est le FSM. Plus de 60 personnes participeront cette année à la délégation à Tunis, ce qui montre l'intérêt qu'éveille le Forum au sein de la société civile suisse.

Le présent dossier – réalisé par E-CHANGER en partenariat avec *Le Courrier*, et avec le soutien de la Fédération Vaudoise de Coopération (FEDEVACO), de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) et de Fribourg Solidaire – aborde cette nouvelle édition du FSM en offrant la parole à des acteurs sociaux d'Amérique latine et du Maghreb. Il évoque les axes thématiques et certains des sujets qui seront débattus sur le campus de l'université El Manar.

Dans un second dossier à paraître le 27 avril, des témoignages, photos et analyses feront le bilan des rencontres de Tunis.

Les organisateurs y attendent entre 30'000 et 50'000 participant-e-s, mais c'est avant tout la présence des mouvements sociaux les plus dynamiques qui permettra de mesurer la vitalité du Forum. La réussite ou l'échec de cette nouvelle édition du FSM dépendra de chaque ONG, syndicat ou mouvement qui y prendra part. Les 2'700 organisations inscrites et les milliers de citoyen-ne-s du monde entier qui convergeront vers Tunis doivent se sentir acteurs/actrices d'un espace démocratique ouvert appartenant à l'ensemble de la société civile planétaire.

Le brutal assassinat du dirigeant progressiste tunisien Choukri Belaïd, durant la première semaine de février, a suscité une nouvelle vague de mobilisations sociales dans le pays organisateur du FSM 2013. Plus que jamais, la présence de la société civile planétaire, fin mars, à Tunis, sera l'expression d'une solidarité active envers celles et ceux qui croient à une autre Tunisie possible.



INDIGNATION ET ALTERMONDIALISME : DEUX DÉCENNIES DE RÉSISTANCES MONDIALES Sergio Ferrari

Quand le jeune tunisien Mohamed Bouasisi s'est immolé en public le 17 décembre 2010, il ne se doutait pas que sa colère personnelle, comme une mère, allumerait des feux à travers le monde. Chômeur reconverti en marchand de légumes ambulant, il subissait un harcèlement constant des autorités qui l'empê-

chait de travailler librement. Sa mort, qui dénonçait un état de fait devenu pour lui insupportable, a provoqué en quelques jours des manifestations massives en Tunisie. Très vite, sa fureur et celle de ses concitoyens allait faire tache d'huile, dépasser les frontières de son pays et se répandre à travers les continents.

Le mouvement de protestation s'est ensuite étendu à l'Égypte, où il a provoqué la chute de Moubarak, et à d'autres pays de la région. Le « printemps arabe » a ainsi entraîné des bouleversements importants et historiquement rapides qui ont commencé à saper les bases de régimes autoritaires et de démocraties délabrées.

Les manifestations en Afrique du nord n'ont pas tardé à s'étendre de l'autre côté de la Méditerranée et l'indignation s'est répandue en Europe.

Le 15 mai 2011, Madrid a connu des rassemblements citoyens massifs. Après une manifestation imposante à laquelle les avait appelés, via Internet, la coalition *Democracia Real Ya*, les protestataires espagnols ont décidé d'occuper la Plaza del Sol, transformée pendant plusieurs semaines en campement urbain. Le mouvement a gagné le reste de l'Espagne, puis des centaines de villes dans quarante pays.

L'occupation d'un espace public, méthode de lutte récurrente employée par de nombreux mouvements sociaux dans le monde pour appuyer leurs revendications – tels, au Brésil, les « sans terre » pour réclamer la réforme agraire, ou les « sans toit » pour protester contre le manque de logements – s'exportait ainsi au cœur même de l'Union européenne : quantité de places et de parcs se sont couverts des habituelles bâches de plastique noir et des tentes improvisées, bien connus dans le Sud.

Exclusion de plus en plus étendue et dramatique, chômage croissant, notamment chez les jeunes, politiques de coupes sombres dans les budgets sociaux menées d'une main de fer et d'usure chronique des démocraties traditionnelles : le Vieux Monde faisait cause commune et manifestait son refus par une mobilisation de masse.

Dans un cadre global marqué par l'approfondissement, au cours des cinq dernières années, d'une crise très préoccupante, l'explosion en 2010 - 2011 de la « bulle immobilière » a dramatiquement empiré la situation de dizaines de milliers de familles endettées dans plusieurs pays du continent.

En Espagne, par exemple, des milliers de personnes ont très vite perdu leur logement, en un processus qui copiait à l'identique la situation traumatisante vécue aux États-Unis. Cette crise hypothécaire s'est produite au moment où le chômage augmentait brutalement : en Espagne, il touchait près de 25 % de la population active en 2012, dont 50 % chez les jeunes, un niveau qui n'avait jamais été atteint.

Crises similaires, diagnostics identiques, revendications communes... En septembre 2011, pour dénoncer les abus du système financier, un groupe de manifestants, également mobilisés grâce aux réseaux sociaux, occupe le parc Succotti dans le quartier de Wall Street, centre névralgique de la finance et symbole du système capitaliste. C'est le mouvement « *Occupy Wall Street* », qui dénonce le système financier.

Les manifestations gagnent immédiatement Washington, où la Liberty Plaza, à quelques mètres de la maison Blanche, est occupée. Puis elles s'étendent à des dizaines de villes, devenant l'une des plus importantes mobilisations citoyennes de

l'histoire contemporaine des États-Unis. Le mouvement « *Occupy Wall Street* » se définit comme un « espace ouvert et horizontal » contre le capitalisme néolibéral, qu'il qualifie dans l'un de ses premiers communiqués de « poulpe géant qui tient le visage de l'humanité entre ses tentacules et, comme un vampire, suce sans pitié par ses ventouses tout ce qui exhale le parfum de l'argent ». Son slogan, « *Nous sommes 99% et eux 1% seulement* », marque sa volonté de confrontation ouverte avec le pouvoir financier et la corruption du monde politique ; et il place au centre du débat national la question des inégalités et du clivage social croissant.

La démocratie directe, que manifestent des décisions prises collectivement, la distribution des responsabilités entre différents comités et groupes de travail clairement structurés à l'intérieur du mouvement (presse, logistique, formation, entre autres), un leadership horizontal et partagé, auquel ne s'attache aucun nom, et l'action directe, bien que non-violente, constituent les piliers d'« *Occupy Wall Street* ».

Le mouvement est parvenu, en quelques semaines, à rompre le blocus des médias et du monde politique qui tentaient de l'isoler et de l'étouffer. Il a accaparé l'attention de la presse – de même que celle des forces de police – et il est parvenu à se placer au centre de l'actualité politique. Le Parti

mise en accusation du néolibéralisme, aujourd'hui confronté à une crise profonde. Voici 19 ans, le 1^{er} janvier 1994, le mouvement zapatiste surgissait du néant. Il occupait San Cristobal de las Casas et cinq autres petites villes d'une région lointaine, le Chiapas. Les Zapatistes dénonçaient alors le Traité de libre-échange (TLC) qui devait être signé ce jour-là entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. Par cette démonstration, ils remettaient radicalement en cause, entre autres, le dispositif juridique international que les puissances du Nord avaient commencé à imposer à des nations du Sud et qui faisait partie de leur stratégie de mondialisation. Ils faisaient entendre leur voix prophétique pour mondialiser l'espérance.

« *La fleur des mots ne mourra pas. Le visage caché de celui qui les prononce aujourd'hui peut mourir, mais les mots qui viennent du fond de l'histoire et de la terre ne pourront plus être arrachés par l'insolence des puissants... Toit, terre, travail, pain, santé, éducation, indépendance, démocratie, liberté, justice et paix. Ce furent nos drapeaux à l'aube de 1994. Ce furent nos demandes durant la longue nuit qui a duré 500 ans. Ce sont, aujourd'hui, nos exigences* », expliquait le Manifeste zapatiste.

Presque vingt ans plus tard, les Indignés et les mouvements d'occupation reprennent ouvertement ou tacitement les revendications zapatistes, comme celle de la partici-



Mouvement des Indignés devant l'entrée des Nations Unies, Genève.
PHOTO: J.-P. Di Silvestro

démocrate lui-même a dû se repositionner face à lui et à ses principales revendications. Les « *Occupy* » se sont rapidement mondialisés, prenant la tête de mobilisations comme celle du 15 octobre 2011 dans 951 villes de 82 pays sur presque tous les continents.

Du Chiapas à l'igloo de Davos

Fin janvier 2012. L'hiver est glacial en Europe. Le Forum Économique Mondial se tient à Davos, en Suisse, sous la protection de l'armée, comme une forteresse qu'il faut défendre. Une centaine de militants du mouvement « *Occupy Wall Street* » ont installé au cœur de la ville un igloo de résistance, bâti de neige alpine et décoré d'affiches et de drapeaux rouges et noirs.

Cet igloo était l'expression symbolique de ce nouveau processus de résistance citoyenne face au pouvoir économique international pour qui le forum de Davos est un événement très important. Cette résistance semble ne pas avoir de frontières et parie sur la mondialisation de la solidarité, sur la

participation de « ceux d'en bas », ainsi que leurs méthodes. Et aussi leurs couleurs.

Indignation et autre monde possible

Entre ces événements historiques et leurs récents échos, est né l'altermondialisme, nourri par les Forums Sociaux Mondiaux, dont le premier s'est tenu à Porto Alegre en 2001. Ces rencontres sans frontières ont lancé le défi d'un changement de système. Par une mobilisation active, horizontale, sans leadership, elles ont permis de renforcer les réseaux mondiaux d'une communauté solidaire, pour construire « l'autre monde possible ».

Pour les altermondialistes, cet autre monde ne peut être que le résultat d'une conception renouvelée de la participation politique et d'une nouvelle forme de démocratie incluant, pour tous et avec tous. Sa construction passe par une participation citoyenne active, la critique frontale du capitalisme et la dénonciation de ses conséquences dévastatrices au plan social et écologique. Mais elle exige aussi la prise de décisions collectives et la mobilisation des plus marginalisés. Pour cela, il faut

vaincre la peur et travailler sans relâche à la participation populaire, revendiquer la mémoire historique contre l'oubli qu'on cherche à nous imposer. Mais aussi élargir notre vision, innover, sans la rigidité des schémas préconçus, sans l'exclusion qui peut découler des idéologies.

Ces concepts et ces pratiques des altermondialistes, des manifestants arabes, des Indignés et des « *Occupy* », coïncident avec celles du zapatisme.

« *Notre colère contre l'injustice est toujours intacte. Cette menace n'a pas totalement disparu. Aussi, appelons-nous toujours à une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation en masse, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous* », explique Stéphane Hessel dans « Indignez-vous ».

Cette brochure, rapidement devenue une référence, appelle à la mobilisation de la société solidaire pour changer de cap, pour s'opposer au pouvoir des banques et des grandes entreprises, à la corruption de la classe politique responsable de l'exclusion.

« *Nous les chômeurs, les mal payés, les employés en sous-traitance, les précaires, les jeunes... nous voulons un changement et un avenir digne. Nous en avons assez des réformes antisociales, de ce système qui nous laisse sans travail, de ces banques qui ont provoqué la crise, qui augmentent les taux d'intérêts ou s'emparent de nos logements, des lois qu'on nous impose et qui limitent notre liberté au bénéfice des puissants. Nous accusons les pouvoirs politiques et économiques responsables de notre situation précaire et exigeons un changement de cap* », protestent les Indignés dans une déclaration à la presse, au début du mouvement.

L'humanité vient de connaître presque vingt ans (1994-2013) de luttes citoyennes, menées par de nouveaux acteurs et marquées par des innovations dans la manière de faire de la politique. Ces diverses expériences empiriques enrichissent au plan conceptuel la recherche mondiale de nouveaux systèmes, dans les domaines économique, social et écologique.

Il reste cependant à concrétiser les aspirations : à mettre du contenu dans cet « autre monde possible », à construire ici et maintenant ce monde « qui contient beaucoup de mondes ». Il faut passer de l'indignation à l'action transformatrice. L'année 2013 sera, sans aucun doute, un autre moment important de cette progression collective. Et la prochaine édition du Forum Social Mondial, qui se tiendra du 26 au 30 mars à Tunis, compte bien parvenir, entre autres, à intégrer plus solidement indignation et altermondialisme.

Si ce défi est relevé, un progrès aura été accompli dans la capacité de mobilisation de la société civile mondiale et dans sa recherche de solutions. Les sources où puiser ne manquent pas, que ce soit le capital de révolte accumulé dans les pays arabes au cours des deux dernières années, le renforcement de la mobilisation sociale et syndicale en Europe, illustrée par la grève continentale du 14 novembre dernier, ou encore la pratique des multiples processus progressistes – dont les nouvelles formes démocratiques de participation citoyenne mises en œuvre en Amérique latine.



Mobilisation populaire à Tunis pendant le mouvement des Indignés.

FSM TUNISIE 2013, AXES 1

1- Pour un approfondissement radical des processus révolutionnaires et de décolonisation au sud et au nord par l'épanouissement de nouvelles expressions sociales contre les dictatures politiques et celles des marchés, et pour le rétablissement des droits des peuples à disposer d'eux mêmes et de leur souveraineté sur leurs ressources et leur destinée.

2- Pour un monde débarrassé de toute hégémonie et de toute domination impérialiste exercée par le biais de la dette et du libre échange comme outil d'appauvrissement, d'appropriation des richesses et de soumissions des peuples des sociétés transnationales et du capital financier, de l'oppression patriarcale et des inégalités systémiques, et par des politiques sociales néolibérales comme machines de guerre contre les peuples.

3- Pour la construction de nouveaux universalismes - comme réponse à la crise civilisationnelle et à la marchandisation de la vie - fondée sur la justice environnementale et l'accès universel et durable de l'humanité aux biens communs, la préservation de la planète comme source de vie, en particulier de l'air, de l'eau, des forêts, des sources d'énergie renouvelable et de la biodiversité, le respect des droits des peuples indigènes, natifs, originaux, autochtones et des diasporas, de leurs cultures, identités, territoires, langages et savoirs.

4- Pour une société humaine fondée sur les principes et les valeurs de dignité, de diversité, de justice, d'égalité entre tous les êtres humains, indépendamment des genres, des cultures, de l'âge, des incapacités, des croyances reli-

SOCIAL MONDIAL TUNIS



ant la «révolution» arabe. PHOTO: FSM

THEMATIQUES :

gieuses et sur le respect des droits individuels et collectifs, civils et politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux ; et pour l'élimination de toutes les formes d'oppression et de discrimination basées sur le racisme, la xénophobie, les systèmes de castes, l'orientation sexuelle et autres.

5- Pour la liberté de circulation et d'établissement de toutes et de tous, plus particulièrement des migrants et des demandeurs d'asile, des personnes victimes du trafic humain, des réfugiés, des peuples indigènes, originaires, autochtones, traditionnels et natifs, des minorités, des peuples sous occupation, des peuples en situation de guerre et conflits et pour le respect de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

6- Pour la justice cognitive : Pour le droit inaliénable des peuples au patrimoine culturel de l'humanité, pour la décolonisation de la pensée et la démocratisation des savoirs, des cultures, de la communication et des technologies; et pour la fin des savoirs hégémoniques et de la privatisation des savoirs et des technologies, et pour un changement fondamental du système des droits de la propriété intellectuelle et de la recherche scientifique.

7- Pour la construction de processus démocratiques d'intégration et d'unions entre les peuples pour la réalisation de leur aspirations à la dignité et au mieux-être, et qui soient des réponses aux stratégies de division et d'hégémonie, et pour la généralisation des pratiques et des formes de solidarité qui renforcent la coopération entre les peuples.

8- Pour un monde en paix débarrassé de la guerre comme instrument de domination économique, politique et culturelle, des bases militaires et des armes nucléaires, et respectant les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leurs ressources, et protégeant les peuples vivant sur des territoires occupés, sans Etats ou en situation de conflit.

9- Pour un monde démocratique garantissant, sans discrimination aucune, la participation de toutes et de tous à la vie et aux décisions politiques et économiques à tous les niveaux, local, national et international, dans le cadre d'institutions et de modèles de gouvernance réellement démocratiques, y compris du système des Nations Unies et des institutions financières internationales

10- Pour la construction d'alternatives au capitalisme et à la mondialisation néolibérale régulées sur la base des principes de coopération, de justice fiscale et de redistribution internationale des richesses, centrées sur les besoins fondamentaux des peuples, mettant en avant de nouvelles manières de produire, de consommer et d'échanger, utilisant des énergies non nucléaires renouvelables, et interdisant les paradis fiscaux

11.- L'avenir du Forum : Pour une réflexion collective sur les mouvements sociaux, le sens des nouvelles luttes ainsi que sur le processus du Forum Social Mondial lui même, les perspectives et stratégies pour l'avenir, afin de garantir la réalisation effective d'un autre monde possible et urgent pour tous et toutes.

DÉCROISSANCE ET ALTERNATIVES AU CAPITALISME :
POUR UN ALTERMONDIALISME EN ACTES

Claude Desimoni
Membre du ROC-VD (Réseau des objecteurs de croissance du canton de Vaud) et de la Commission d'Information de la FEDEVACO

Dans nos vieilles démocraties du Nord, un peuple de consommateurs, gavé de publicité, choisit périodiquement des « représentants » qui s'emploient majoritairement, de quelque bord idéologique qu'ils se proclament, à conformer l'appareil législatif et réglementaire aux intérêts mondialisés de l'économie et de la finance.

Miné par le lobbyisme des puissances d'argent, le rituel électoral finit ainsi par tourner à vide, sans autre enjeu qu'une accumulation effrénée de richesses matérielles, adossée à une fuite en avant technologique. Cela alors que se creusent des inégalités abyssales, que s'accroît le pillage des ressources du Sud et que les problèmes environnementaux restent désespérément sans solutions. Qui plus est, nombre d'acteurs de la scène altermondialiste semblent encore loin d'avoir intégré dans leur réflexion l'évidence de la finitude de notre monde et les conséquences qui en découlent

Face à cette perte de sens, de repères et de valeurs, la plupart des critiques et des victimes de notre système en crise se limitent, depuis trop longtemps, à crier leur indignation et leur colère en défilant ou en occupant temporairement – et symboliquement – l'espace public. L'exercice de ce droit à la protestation, de plus en plus étroitement encadré, voire limité, ne suffit généralement pas à écorner d'un millimètre les privilèges des dominants. Si le pouvoir réel, au niveau mondial, est économique avant d'être politique, c'est manifestement sur ce terrain qu'il faut porter la lutte et initier le changement. Comme il est illusoire de se heurter

frontalement à des multinationales dont les moyens d'action dépassent désormais ceux de la plupart des états de la planète, c'est en s'attaquant au talon d'Achille du système, la croissance, et à son moteur, la consommation, que l'on peut agir au niveau citoyen le plus élémentaire. Ce que prône notamment, depuis quelques décennies, le mouvement des objecteurs de croissance.

Plus que de contester verbalement le capitalisme, ou d'en faire la critique théorique – ce qui, bien évidemment, reste nécessaire – il s'agit de le contourner, voire d'en sortir. Non par le haut, mais par le bas. Non de le réformer mais de le subvertir pacifiquement en ignorant certaines de ses normes implicites ou en prenant son fonctionnement à contre-pied. Des initiatives collectives de plus en plus nombreuses – notamment chez les jeunes – viennent ainsi, depuis quelques années, tenter de préfigurer concrètement ce que pourrait être un monde plus respectueux des valeurs humaines fondamentales et des nécessaires équilibres écologiques, dans une économie purgée de la religion de la croissance.

C'est dans cette optique que les prochaines éditions du FSM devraient

impérativement incorporer les axes thématiques suivants :

Axe transversal (tous les axes thématiques) : intégrer la problématique écologique, dans ses dimensions sociales, économiques, culturelles et politiques au niveau planétaire.

Axe thématique No 1 : pour mettre en place et appuyer, sur les plans théorique et pratique, toute initiative collective concrète, tant au Nord qu'au Sud, prenant en compte la nécessité d'un mode de vie plus frugal, compatible avec les ressources de la planète.

Axe thématique No 2 : pour mettre en place et appuyer, sur les plans théorique et pratique, toute initiative collective concrète, tant au Nord qu'au Sud, prenant en compte la nécessité d'une relocalisation radicale des activités sociales, économiques et politiques.

Axe thématique No 3 : pour mettre en place et appuyer, sur les plans théorique et pratique, toute initiative collective concrète, tant au Nord qu'au Sud, prenant en compte la nécessité d'une refondation des processus démocratiques.



LE COURRIER

L'essentiel, autrement.

FORUM SOCIAL MONDIAL



Mimoun Rahmani

« LA RÉUSSITE DÉPENDRA DE LA PARTICIPATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX » Sergio Ferrari

Interview de Mimoun Rahmani, du Forum social du Maghreb

La réussite ou l'échec du prochain Forum Social Mondial (FSM) de Tunis dépendra, fondamentalement, de la capacité des mouvements sociaux à s'approprier cet espace ouvert et à lui donner un véritable contenu transformateur. C'est la thèse principale de Mimoun Rahmani, membre du comité de suivi du Forum Social Maghrébin, qui, en cette qualité, a participé à plusieurs rencontres préparatoires du FSM de Tunis 2013.

« La Région du Maghreb /Machrek, principalement la Tunisie, le Maroc, l'Algérie et l'Égypte, a été le théâtre d'importants soulèvements populaires au cours des dernières années. C'est un processus en marche, inachevé, qui va exiger de nous du temps et des luttes... », souligne Rahmani, un des responsables d'ATTAC Maroc et du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM) de ce même pays.

Dans ce sens, la convocation du Forum, pour fin mars, dans la capitale tunisienne, où il est prévu que se réunissent entre 30 et 50 mille participants – selon les estimations des organisateurs – « peut avoir un impact significatif si sont présents les mouvements sociaux les plus dynamiques de la région, ceux qui ont été les acteurs des processus révolutionnaires ».

Un défi qui n'est pas gagné d'avance, vu que beaucoup de ces acteurs sociaux de première ligne « ont des priorités d'agenda très spécifiques et, de plus, souffrent de nombreuses contraintes financières pour se déplacer », souligne Rahmani. C'est pour cette raison qu'il est particulièrement important que

se concrétise réellement la promesse des organisateurs du FSM 2013, de consacrer un pourcentage du budget à faciliter cette participation. Selon Rahmani, sur un budget total d'environ 1 million et demi d'euros, il était prévu, à l'origine, d'allouer 15% à la « caisse de solidarité » afin de promouvoir la participation.

« Nous avons réalisé des assemblées de préparation du FSM en juillet et en décembre... Et on constate que, sur un total de 2715 organisations inscrites, prédominent les ONG. Mais, fin 2012, il n'y avait qu'une faible participation des mouvements sociaux ».

Le grand défi, insiste à nouveau Rahmani, est de savoir « comment mobiliser les mouvements qui ont réellement lutté. Comment les impliquer. Spécialement les mouvements de jeunes, de chômeurs, d'étudiants, de paysans... qui existent dans toute la région mais ne disposent pas des ressources nécessaires pour se déplacer. Et qui n'identifient pas encore avec clarté le FSM comme un moyen permettant de catalyser réellement leurs combats ».

Derrière la réflexion du dirigeant d'ATTAC Maroc, se trouve un thème récurrent dans le cadre de l'espace altermondialiste des Forums : celui du « contenu politique ». Bien que les axes programmatiques prévus soient étendus et intéressants, le défi est de « donner un contenu politique au Forum ».

Ainsi, « en plus de ce qu'on voit généralement dans un Forum ; c'est-à-dire des débats, des conférences, des chants, des danses... nous avons également proposé d'organiser des actions concrètes sur le terrain

; organiser des actions dans des lieux publics symboliques de la révolution tunisienne ; des protestations ou des sit-in devant la Banque centrale de Tunisie, à la place El Kasbah, au boulevard Bourguiba... Impliquer la population, créer des espaces du Forum proches des gens et non dans des endroits isolés difficiles d'accès ».



Mobilisation de la Marche Mondiale des Femmes à Sao Paulo, Brésil. PHOTO: E-CHANGER

Sans oublier, insiste Rahmani, « que la situation explosive du Maghreb, et de tant d'autres régions du monde, est le résultat d'un système hégémonique, basé sur des ajustements structurels et des accords de libre-échange qui ont eu des impacts catastrophiques pour les peuples ». L'importance du FSM de Tunis sera liée à la capacité de « rapprocher et faire converger les luttes. Dans un endroit stratégique comme le Maghreb, proche de l'Europe, de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient en ébullition », conclut-il.



Miriam Nobre

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES AU FSM 2013 Adeline Aubry

Interview de Miriam Nobre, coordinatrice du Secrétariat international de la Marche Mondiale des Femmes

Quel est le regard que porte la Marche Mondiale des Femmes sur le Forum Social Mondial, dans le contexte spécifique de la Tunisie ?

Miriam Nobre : Le monde arabe n'était pas représenté au sein de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) jusqu'en 2011. C'était un grand vide et une réelle question à travailler.

qu'il ne pensait pas pouvoir réussir ! Mais ce fut un processus lent, combinant plusieurs luttes, et la gauche demeure très fragmentée. Cette force collective n'a malheureusement pas pu être rassemblée pour exercer suffisamment de pression lors de la préparation de la nouvelle constitution. Il reste ainsi beaucoup de travail. Je me suis rendue en Tunisie et j'ai été témoin de l'offensive agressive contre les femmes. Nous nous sommes demandés comment il serait possible de soutenir les Tunisiennes dans la lutte qu'elles mènent déjà très bien. Dans ce contexte, la décision du Conseil International d'organiser le prochain FSM en Tunisie est importante, comme témoignage de solidarité avec celles et ceux qui luttent, et pour renforcer le processus actuellement vécu par ce pays.

Le FSM a toujours eu un focus international, c'est donc très nouveau d'ajuster ainsi le forum à un contexte national. Mais en réalité les enjeux de la situation en Tunisie sont universels, en tant que lutte contre l'argumentation des extrémistes et des secteurs réactionnaires. Les défis du processus de changement vécu par ce pays en ce moment sont utiles mondialement. C'est en fait comme si la totalité des enjeux internationaux étaient aujourd'hui présents en Tunisie. Le FSM 2013 a donc pour objectifs de changer les relations aux niveaux international et régional, ainsi que d'apporter un soutien spécifique au niveau local.

Et les défis du FSM selon la Marche ?

Après la grande manifestation de la Marche Mondiale des Femmes en l'an 2000, il y avait le désir de poursuivre notre action. Créé en 2001, le FSM, par sa forte symbolique anti-globalisation, nous offrait une excellente possibilité de conserver notre agenda.

Dès lors, la MMF a participé à tous les Forums sociaux mondiaux et régionaux, d'une part avec ses activités propres, et d'autre part en dialogue avec d'autres organisations et mouvements sociaux afin de préparer des agendas communs pour poursuivre l'action au-delà du FSM.

L'une des difficultés est de faire en sorte que le FSM ne constitue pas une surcharge pour les mouvements locaux qui l'organisent. En effet, les Tunisiennes de la MMF sont quotidiennement en train de mobiliser leur réseau dans tout le pays. Elles sont donc très occupées au jour le jour et ont de la peine à planifier à long terme un événement comme le Forum.

Nous voulons assurer la présence de femmes dans les différentes commissions du Forum et préparons une délégation de 15 participantes issues avant tout de l'Afrique, du monde arabe et de l'Europe afin de renforcer nos liens dans cette région.

« Exprisons notre indignation » Mimoun Rahmani

« L'assassinat de Choukri Belaïd est un véritable crime politique qui nous rappelle le meurtre du syndicaliste Ferhat Hachad en 1952. Cet événement a secoué toute la Tunisie. Aussitôt l'information connue, les Tunisiens sont sortis spontanément dans les rues pour protester. Dans les différentes villes du pays, les manifestants ont condamné cet acte criminel et ont appelé à la dissolution du gouvernement provisoire... Les forces de l'ordre ont utilisé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants. Résultat : beaucoup de blessés et des dizaines d'arrestations !

Vendredi 8 février, une grande manifestation a été convoquée dans la capitale, Tunis, et une grève générale observée suite à l'appel du principal syndicat, l'UGTT.

Ce qu'on peut déduire de cette situation, c'est que les Tunisiens sont politiquement très conscients :

ils refusent que le pays soit transformé en un lieu de règlement de comptes et que d'autres têtes tombent, ou encore que la révolution soit confisquée par les islamistes.

Il y a bien évidemment un grand événement qui se prépare en Tunisie et qui aura lieu dans quelques semaines, à savoir le FSM. Cet acte criminel, ce soulèvement des Tunisiens, ne pourront que renforcer le FSM, à condition, bien sûr, que l'on renforce la mobilisation pour le Forum durant les jours et semaines qui nous séparent du 26 mars. Mais aussi et surtout si les organisateurs parlent davantage du Forum dans les médias.

Il faut ouvrir un grand débat dans les médias sur l'événement FSM de fin mars ; il s'agira d'expliquer aux Tunisiennes et Tunisiens de tout bord l'importance de la présence de cet événement altermondialiste en Tunisie, dans ce contexte politique et économique dramatique.

La réussite du Forum dépendra de l'évolution des événements dans les prochains jours, mais aussi et surtout du contenu politique à donner au FSM. Il importera que le FSM ne soit pas un simple Forum : il faudra éviter qu'il ressemble à une simple foire des associations et des ONG ; le FSM ne devra pas se limiter aux débats habituels sur des sujets traditionnels, sans lien étroit avec le contexte du processus révolutionnaire en cours dans la région. Il est essentiel de donner un sens politique au Forum. À ce titre, l'assassinat d'un grand leader politique constitue un facteur qui facilitera probablement cette tâche. Alors faisons du FSM Tunisie 2013 un grand moment politique, un réel événement anticapitaliste, anti-impérialiste et antiraciste. Organisons, en marge du FSM, des actions de terrain sur les principales places symboliques de la révolution tunisienne, exprimons notre indignation ».



E-CHANGER, ONG SUISSE DE COOPÉRATION SOLIDAIRE NORD-SUD
www.e-changer.ch

Alliance E-CHANGER
Inter-Agrie
Mission Bethléem immensee

Responsable éditorial : E-CHANGER, Rue St-Pierre 10, CH-1700 Fribourg
Responsable de l'édition du dossier Forum Social Mondial : Sergio Ferrari
Textes et photos : Adeline Aubry, Claude Desimoni, D'jalma Costa, Sergio Ferrari, Douglas Mansur, site FSM/Tunis, J.-P. Di Silvestro
Traduction : Michèle Faure, Liliane Fazan, Hans Peter Renk
Correction : Claude Desimoni
Mise en page : Pascal Messerli
Diffusion : Josée Martin
Exemplaires : 9'000 (édition quotidienne Le Courrier) et 2'200 (tiré à part)
Plus d'informations sur le FSM : www.e-changer.ch; www.lecourrier.ch; www.fsm2013.org

AVEC LE SOUTIEN DE :

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

fedevaco
Votre partenaire pour les projets de développement



Oui, je m'abonne au Courrier!

- ☐ 35.– Essai de 2 mois (promotion)
☐ 219.– Abocombi (le samedi sur papier, la semaine par courriel)
☐ 520.– Soutien*
☐ 319.– Promotionnel 1^{ère} année* (au lieu de 389.–)
☐ 285.– AVS/AI/Chômage/-26 ans*
☐ 195.– Etudiant/e/s*
☐ 129.– Edition Week-end
☐ 189.– Edition Web uniquement

*sur demande, accès à notre édition web gratuitement

LE COURRIER

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____
 NPA - Localité _____
 Téléphone _____
 Courriel _____